



14-10-2013

Budget 2014 : Du sur mesure pour les multinationales

Le budget de la nation en cours de discussion au Parlement, c'est :

1) 15 milliards de ponction supplémentaire entièrement payée par le peuple.

* L'augmentation de la TVA en 2014, c'est 6,5 milliards d'euros. Le gouvernement refuse de baisser la TVA sur les produits de première nécessité de 5,5 à 5%.

* L'augmentation des cotisations retraites, les modifications du quotient familial représentent 4,2 milliards.

* 4,4 milliards d'économies sur la protection sociale : 2,9 milliards concernent les dépenses de santé, le reste c'est la poursuite des déremboursement des médicaments, la baisse des budgets attribués aux hôpitaux.

* Les restrictions budgétaires des collectivités locales conduisant à l'augmentation des impôts locaux et taxes foncières.

* des milliers d'emplois supprimés dans la fonction publique

* La poursuite du blocage des salaires des fonctionnaires (depuis 4 ans),

2) 220 milliards de cadeaux aux entreprises pour augmenter leurs profits

Aux 200 milliards d'exonérations fiscales et sociales, d'aides publiques diverses octroyés aux entreprises chaque année, le gouvernement socialiste ajoutera en 2014, 20 milliards de crédit d'impôt compétitivité (financé par la TVA).

La fraude fiscale est de 80 milliards chaque année. Le gouvernement compte en récupérer 2 milliards en 2014 !

Les cadeaux aux entreprises accordés par un gouvernement, seront en 2014 d'un niveau sans précédent.

En 1990 les cotisations sociales (prélevées sur le SMIC) des entreprises étaient de 33%, en 2012 elles ne sont plus que de 4,63%.

Ils veulent aller plus loin

Des discussions sont engagées actuellement entre le gouvernement et le MEDEF sur le « coût du travail ». Le MEDEF exige de nouvelles exonérations fiscales et sociales, d'arrêter le remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite, il veut supprimer les « contraintes à l'emploi » (autrement dit le code du travail).

Gattaz, le président du MEDEF déclare que si ces conditions sont réunies, il s'engage à créer un million d'emplois ! Le chantage à l'emploi se poursuit, Gattaz veut rencontrer Hollande pour lui exposer ses solutions, ne doutons pas qu'il va trouver une oreille attentive.

Les luttes sont indispensables pour mettre un terme à cette politique. Communistes soutiendra toutes celles allant dans ce sens.

www.sitecommunistes.org